

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

Burkina Faso  
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des Finances et  
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique  
et de la Démographie (INSD)



**TBE n° 02/2020**

***Tableau de bord de l'Economie***

**au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020**

**Septembre 2020**

## SOMMAIRE

<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>10</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>15</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>19</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>25</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>26</b>

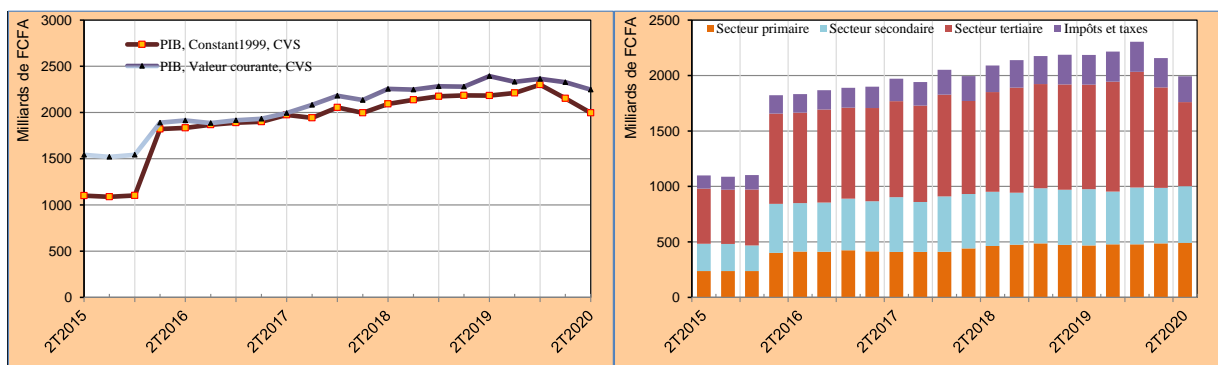
## Secteur réel

Au deuxième trimestre 2020, le PIB réel baisse de 3,4% par rapport au trimestre précédent après une baisse de 6,4% enregistrée au premier trimestre. Cette baisse de l'activité économique est imputable à une forte baisse de l'activité dans le secteur tertiaire dont le taux de croissance est ressorti à -16,4%; les secteurs secondaire et primaire ayant enregistré une légère hausse respectivement de 2,1% et de 1,0%.

Le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 1,9% et une baisse de 0,7% en variation annuelle.

### COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
<b>Secteur primaire</b>	<b>467,6</b>	<b>478,8</b>	<b>479,0</b>	<b>487,1</b>	<b>492,1</b>	<b>1,0%</b>	<b>5,2%</b>
Agriculture	334,2	344,1	344,1	354,4	362,0	2,1%	8,3%
Elevage	89,1	89,4	89,5	89,5	89,5	0,0%	0,5%
Sylviculture, pêche et chasse	41,9	42,0	42,1	39,6	36,8	-7,1%	-12,1%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>507,6</b>	<b>475,6</b>	<b>511,7</b>	<b>500,0</b>	<b>510,7</b>	<b>2,1%</b>	<b>0,6%</b>
Extraction	215,9	195,0	213,3	223,4	239,4	7,1%	10,8%
Industrie manufacturière	207,8	199,0	212,4	198,8	195,9	-1,5%	-5,7%
Agroalimentaire	128,7	123,7	135,0	128,7	126,1	-2,0%	-2,0%
Egrenage et fabrication de textiles	27,0	27,1	27,2	26,6	27,1	1,9%	0,6%
Bois et métaux	10,5	10,5	11,3	11,7	12,1	3,7%	14,8%
Autres industries manufacturières	41,6	37,6	38,5	31,1	30,0	-3,7%	-27,9%
Energie	14,9	15,8	15,5	15,7	15,8	0,6%	5,9%
BTP	65,5	62,5	67,0	58,0	55,0	-5,1%	-15,9%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>943,3</b>	<b>989,7</b>	<b>1 043,3</b>	<b>905,9</b>	<b>757,8</b>	<b>-16,4%</b>	<b>-19,7%</b>
Services marchands	112,3	112,4	112,4	106,7	89,9	-15,8%	-20,0%
Commerce	208,6	209,0	215,7	175,3	129,0	-26,4%	-38,2%
Hôtellerie et restauration	53,4	50,3	54,2	40,2	29,7	-26,1%	-44,4%
Transports	24,2	23,9	26,0	22,7	22,1	-2,6%	-8,7%
Télécommunication	55,3	58,3	61,6	55,6	51,9	-6,7%	-6,1%
Services financiers	53,8	51,9	52,0	46,3	48,0	3,7%	-10,8%
Autres services marchands	33,6	32,6	32,0	30,6	28,7	-6,3%	-14,6%
Services non marchands	402,6	450,0	486,9	424,3	352,1	-17,0%	-12,6%
Administrations publiques	402,6	450,0	486,9	424,3	352,1	-17,0%	-12,6%
Autres services non marchands							
SIFIM							
<b>Impôts et taxes</b>	<b>268,0</b>	<b>272,0</b>	<b>271,0</b>	<b>264,7</b>	<b>233,4</b>	<b>-11,8%</b>	<b>-12,9%</b>
<b>PIB, Constant1999, CVS</b>	<b>2 184,1</b>	<b>2 210,9</b>	<b>2 301,2</b>	<b>2 154,1</b>	<b>1 996,8</b>	<b>-7,3%</b>	<b>-8,6%</b>
<b>PIB, Valeur courante, CVS</b>	<b>2 393,5</b>	<b>2 331,2</b>	<b>2 364,2</b>	<b>2 328,6</b>	<b>2 248,3</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-6,1%</b>



Au deuxième trimestre 2020, le PIB réel baisse de 3,4% par rapport au trimestre précédent après une baisse de 6,4% enregistrée au premier trimestre. Cette baisse de l'activité économique est imputable à une forte baisse de l'activité dans le secteur tertiaire dont le taux de croissance est ressorti à -16,4%; les secteurs secondaire et primaire ayant enregistré une légère hausse respectivement de 2,1% et de 1,0%.

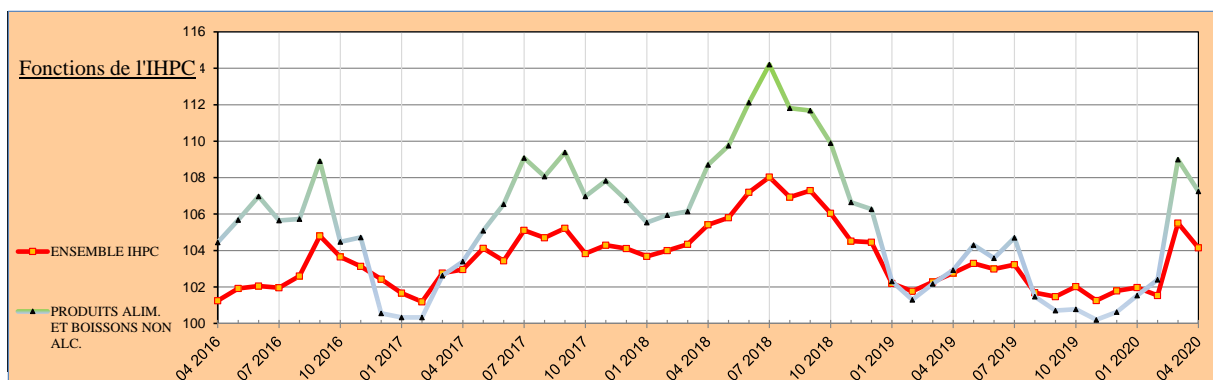
La baisse de l'activité dans le secteur tertiaire est principalement imputable au service des administrations publiques (-17,0%), au commerce (-26,4%) et aux services d'hôtellerie et restauration. La hausse de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2020 dans le secteur secondaire est due principalement au sous-secteur de l'extraction (+7,1%), et de l'énergie(+0,6%). Quant au secteur primaire, les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture, pêche et chasse ont connu une croissance stable.

Comparé au deuxième trimestre de 2020, la croissance du PIB réel est ressortie à -6,1% en lien avec dégradation du rythme de l'activité économique dans le secteur tertiaire (-19,7%) et une bonne tenue de l'activité dans le secteur primaire (+5,2%) et dans le secteur secondaire (+0,6%).

Source : MINEFID / INSD

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>103,0</b>	<b>102,1</b>	<b>101,7</b>	<b>103,0</b>	<b>104,2</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,1%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	103,6	102,3	100,5	104,3	107,3	2,8%	3,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	133,3	129,7	129,4	122,6	130,1	6,1%	-2,4%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,2	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	98,7	98,1	100,6	94,5	90,6	-4,1%	-8,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,2	101,2	101,3	101,1	101,3	0,2%	0,1%
SANTE	100,4	100,4	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	99,4	99,3	99,9	99,5	98,6	-0,9%	-0,8%
COMMUNICATION	98,4	98,5	98,6	98,8	98,8	0,0%	0,3%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,2	101,1	101,1	101,1	101,1	0,0%	-0,1%
ENSEIGNEMENT	104,6	104,6	107,4	107,4	107,4	0,0%	2,7%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	105,0	104,8	104,9	106,1	104,9	-1,1%	0,0%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,6	100,8	100,8	100,8	100,8	0,0%	0,2%



Au deuxième trimestre 2020, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 1,9% et une baisse de 0,7% en variation annuelle.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des produits des fonctions de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,3%). Cette hausse a été atténuée par la baisse des prix des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-9,3%), des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-1,4%) et des services de transports. Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix.

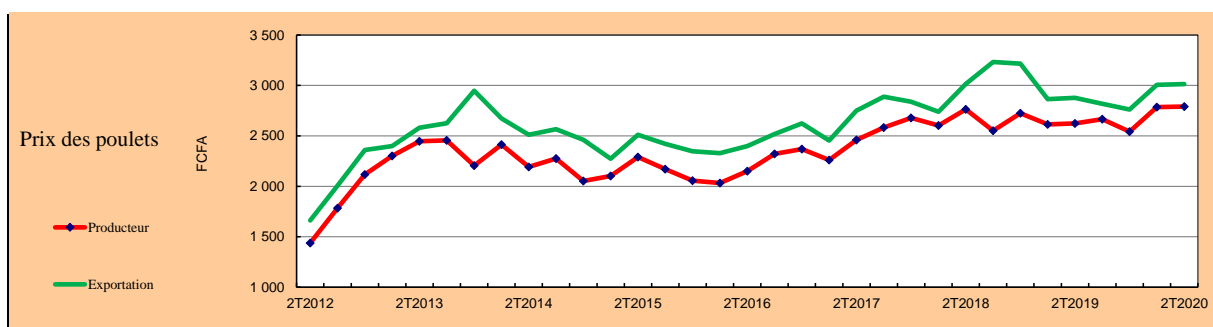
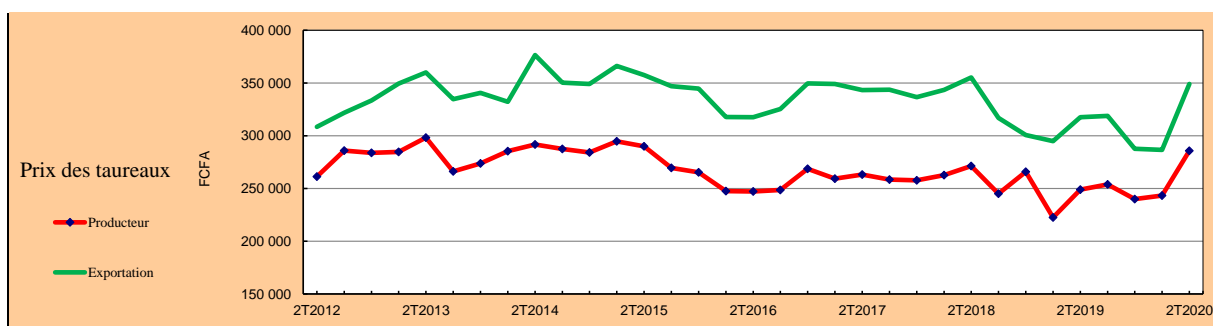
La hausse en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,5%) mais aussi à celui des services d'enseignement (+2,7%). Une hausse atténuée par le fléchissement des prix des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-6,9%) et ceux des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-6,8%).

A fin juin 2020, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -0,4% contre -0,4% à fin juin 2019. Les bons résultats de la campagne agricole 2019-2020, la baisse du prix du carburant à la pompe et les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère constituent les principaux éléments explicatifs de cette maîtrise de l'inflation au deuxième trimestre de l'année 2020.

Source : MINEFID / INSD

## PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	248 986	253 771	239 936	243 267	285 676	17,4%	14,7%
Prix à l'exportation du taureau	317 636	318 869	287 728	286 582	349 131	21,8%	9,9%
Prix au producteur du bœlier	45 083	47 366	40 877	41 631	46 227	11,0%	2,5%
Prix à l'exportation du bœlier	56 648	59 124	51 328	49 164	57 475	16,9%	1,5%
Prix au producteur du bouc	27 132	29 229	30 227	30 583	32 152	5,1%	18,5%
Prix à l'exportation du bouc	33 129	35 579	34 692	34 273	37 856	10,5%	14,3%
Prix au producteur du poulet	2 624	2 665	2 543	2 785	2 791	0,2%	6,4%
Prix à l'exportation du poulet	2 878	2 819	2 761	3 006	3 013	0,2%	4,7%
Prix au producteur de la pintade	2 561	2 569	2 532	2 736	2 743	0,3%	7,1%
Prix à l'exportation de la pintade	2 798	2 739	2 729	2 934	2 949	0,5%	5,4%



Le deuxième trimestre 2020, a été marqué par une baisse du niveau d'approvisionnement des marchés en bétail et une hausse des prix des animaux. Cette hausse pourrait s'expliquer par la hausse de la demande.

Le prix du taureau a affiché une tendance haussière par rapport au trimestre écoulé sur les marchés. En effet, en glissement trimestriel, le prix du taureau a été en hausse de 17,4% sur les marchés de production et de 21,8% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, la même tendance a été observée avec 14,7% sur les marchés de production et avec 9,9% sur les marchés d'exportation. Le prix au producteur du taureau a été de 285 676 FCFA et celui à l'exportation de 349 131 FCFA.

Les prix des petits ruminants ont connu également des hausses au cours de ce trimestre. En effet, le prix au producteur du bœlier s'est apprécié de 11% et celui à l'exportation de 16,9% par rapport au trimestre précédent. Comparativement au deuxième trimestre 2019, le prix du bœlier est en hausse sur les marchés de production et d'exportation respectivement de +2,5% et +1,5%.

Le bouc a enregistré, tout comme le bœlier, une hausse de son prix au producteur (+5,1%) et de son prix à l'exportation (10,5%) en glissement trimestriel. En glissement annuel, c'est également la même tendance qui est observée sur les marchés avec des hausses de 18,5% et de 14,3% respectivement pour les prix au producteur et à l'exportation.

La hausse du prix du taureau, du bœlier et du bouc observée sur les différents marchés s'expliquerait, d'une part, par la baisse de l'offre (en raison de la situation sanitaire (COVID19) combiné à la situation sécuritaire) et d'autre part, par la hausse de la demande pour la consommation intérieure et pour l'exportation par rapport au trimestre écoulé.

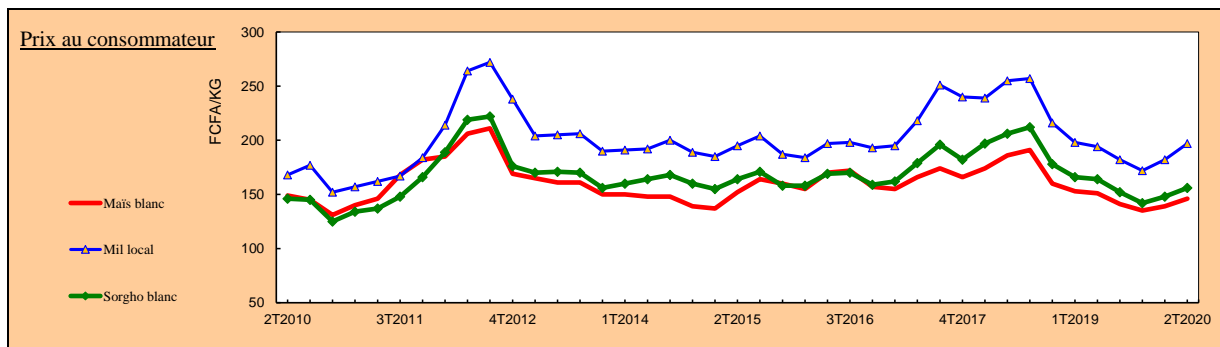
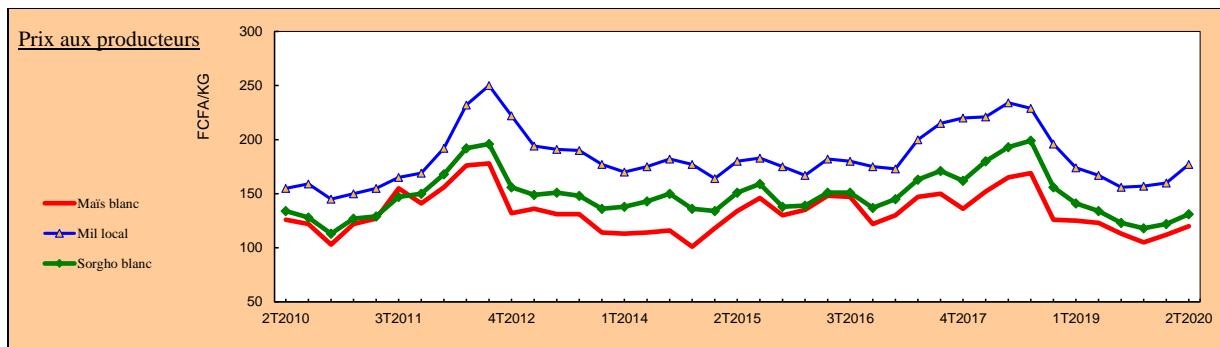
Les prix du poulet et de la pintade sont restés quasi stables en glissement trimestriel. En glissement annuel, les prix du poulet et de la pintade ont affiché une tendance haussière. En effet, sur les marchés de production, les prix du poulet et de la pintade se sont appréciés respectivement de 6,4% et de 7,1%. S'agissant des marchés d'exportation, les hausses observées ont été de 4,7% pour le poulet et de 5,4% pour la pintade.

La quasi stabilité du prix de la volaille s'expliquerait par le manque d'opportunités dû à la pandémie du COVID19.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	123,0	113,0	105,0	112,0	120,0	7,1%	-2,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	151,0	141,0	135,0	139,0	146,0	5,0%	-3,3%
Prix au producteur du mil local	167,0	156,0	157,0	160,0	177,0	10,6%	6,0%
Prix au consommateur du mil local	194,0	182,0	172,0	182,0	197,0	8,2%	1,5%
Prix au producteur du sorgho blanc	134,0	123,0	118,0	122,0	131,0	7,4%	-2,2%
Prix au consommateur du sorgho blanc	164,0	152,0	142,0	148,0	156,0	5,4%	-4,9%



Une bonne disponibilité céréalière a été observée sur l'ensemble des marchés avec une offre légèrement inférieure à la normale durant le second trimestre de l'année 2020. Les stocks commerçants et paysans ont été à un bon niveau bien que légèrement inférieur à celui de l'année passée. Malgré la fermeture des marchés, les ventes des produits agricoles et en particulier céréalières ont pu se tenir aux alentours des marchés ou à des lieux spécifiques accessibles aux consommateurs. Ce changement a peu affecté la disponibilité des produits, en particulier les céréales, et l'offre céréalière a pu contenir la demande qui a connu une légère hausse. En effet, la demande a connu une légère hausse du fait la saisonnalité dans l'ensemble. Dans les grandes villes urbaines par contre, il a été signalé une légère baisse de la demande due à la psychose du Covid-19.

Au niveau des prix des céréales, des hausses comprises entre 5% et 11% ont été observées par rapport premier trimestre. Sur les marchés de collecte, les prix du trimestre se sont situés à 120 FCFA le kilo pour le maïs, 177 FCFA pour le mil et 131 FCFA pour le sorgho. Ce qui ressort des hausses par rapport au trimestre précédent de 7,1%, 10,6% et 7,4% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Par rapport au même trimestre de 2019, de légères baisses de 2,4% pour le maïs et 2,2% pour le sorgho ont été enregistrées contre une hausse de 6% pour le mil. Une comparaison par rapport à la moyenne quinquennale donne des baisses de 17%, 8% et 18% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

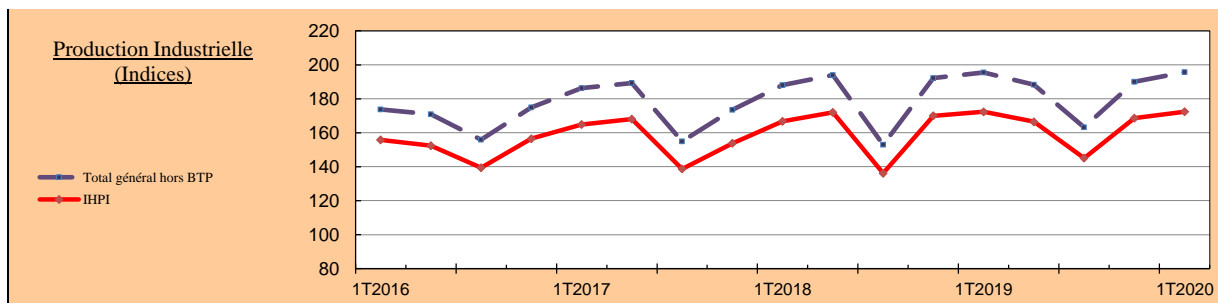
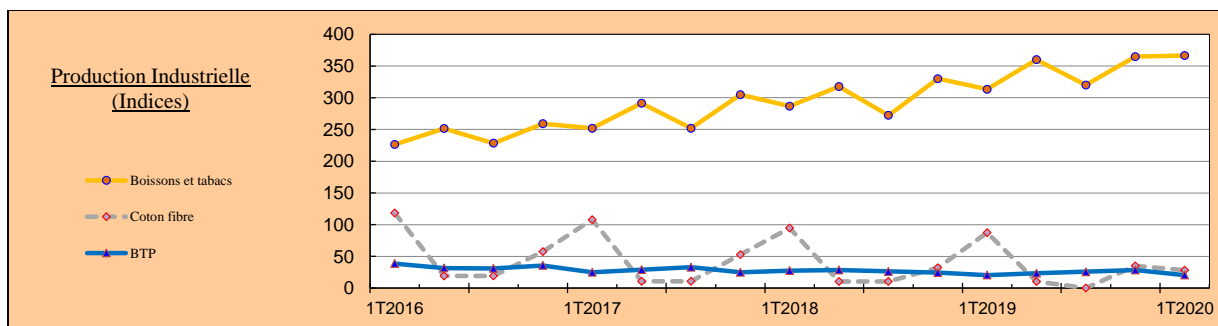
Sur les marchés de détail, les prix moyens du kilo pour le trimestre ont été de 146 FCFA pour le maïs, 197 FCFA pour le mil et 156 FCFA pour le sorgho. Ces prix sont en hausse de 5,0% pour le maïs, 8,2% pour le mil et 5,4% pour le sorgho, par rapport au trimestre précédent. Comparé au second trimestre de 2019, les variations ont été de -3,3% pour le maïs, -4,9% pour le sorgho et +1,5% pour le mil. La comparaison par rapport à la moyenne quinquennale du même trimestre donne des baisses de prix de 12%, 7% et 11% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Avec la saisonnalité et la période de soudure, les prix des céréales connaîtront des hausses de prix comparativement aux prix actuels au cours des prochains mois. Cependant, les prix ne pourraient pas excéder ceux des moyennes quinquennales.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

## INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2019	2020	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	87,2	10,3	0,0	35,0	28,3	-18,9%	-67,5%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	243,3	263,1	235,4	293,5	309,4	5,4%	27,1%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	92,7	22,8	13,4	45,2	39,2	-13,3%	-57,8%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 772,3	1 698,0	1 521,7	1 653,8	1 733,1	4,8%	-2,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	170,2	169,0	156,6	188,2	188,3	0,1%	10,7%
BOISSONS ET TABAC	313,3	360,0	320,1	364,8	366,6	0,5%	17,0%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	170,2	169,0	156,6	188,2	188,3	0,1%	10,7%
BOULANGERIES, MEUNERIES	225,1	327,3	348,9	712,5	854,3	19,9%	279,5%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	96,8	54,1	48,6	113,8	150,8	32,5%	55,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,7	73,6	40,7	75,8	87,8	15,8%	13,0%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	148,9	167,7	119,0	109,0	126,0	15,6%	-15,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	20,6	23,4	25,7	28,6	20,6	-28,1%	0,0%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>195,5</b>	<b>188,3</b>	<b>163,3</b>	<b>190,0</b>	<b>195,7</b>	<b>3,0%</b>	<b>0,1%</b>
<b>IHPI</b>	<b>172,3</b>	<b>166,5</b>	<b>145,1</b>	<b>168,6</b>	<b>172,5</b>	<b>2,3%</b>	<b>0,1%</b>



Le quatrième trimestre 2019 est marqué par une amélioration de l'activité industrielle. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) enregistre une hausse de 16,8% en glissement trimestriel pour s'établir à 169,5. Comparé au quatrième trimestre 2018, l'indice est en légère baisse (-0,3%).

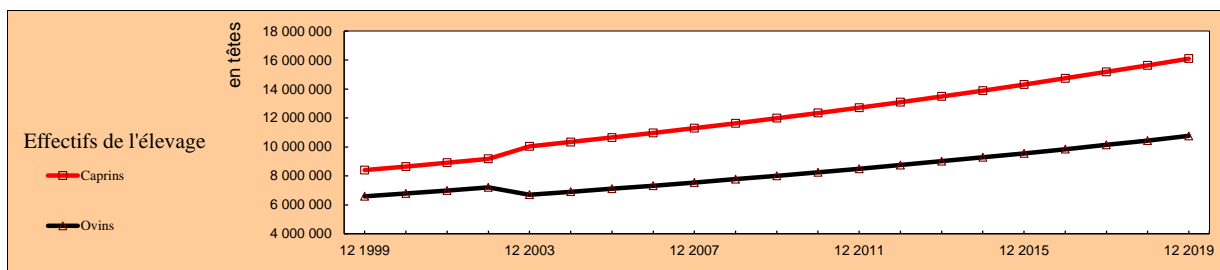
La hausse observée est due principalement à la bonne tenue de l'activité dans les industries extractives, de produits alimentaires, boissons et tabacs et dans les entreprises de fabrication de matériaux de construction. En effet, le secteur minier, tiré principalement par la production aurifère, enregistre une augmentation de sa production de 8,7% en glissement trimestriel. En glissement annuel par contre, l'indice de l'industrie minière est en forte baisse (-20,1%). De même, l'indice des industries de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs est en hausse tant en glissement trimestriel (+24,7%) qu'annuel (+20,5%). Enfin, la production des industries de fabrication de matériaux de construction connaît une hausse de production matérialisée par une amélioration de l'indice de la sous branche aussi bien en glissement trimestriel (+11,4%) qu'annuel (+17,1%).

La baisse de production d'énergie électrique (-15,7%), au profit d'autres sources comme l'importation d'électricité, continue d'impacter négativement l'indice des industries énergétiques. En effet, l'indice du secteur électricité, eau, gaz est en baisse de 8,4% en glissement trimestriel malgré une hausse de la production d'eau (+8,1%). En glissement annuel, l'indice enregistre également une forte baisse de 34,4%.

Source : MINEFID / INSD

**EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE**

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Effectif de bovins (en têtes)	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	43 487	44 792	46 135	47 519	48 945	3,0%	3,0%

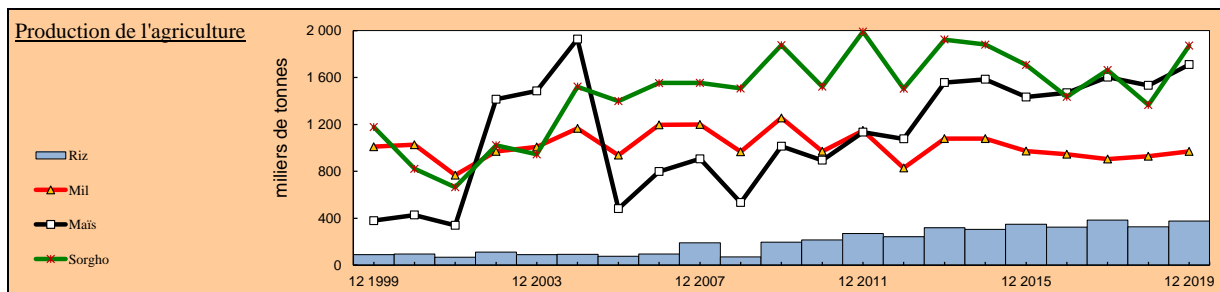


Les effectifs du cheptel ont été estimés sur la base des données de la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel (ENEC II) et les paramètres de croit en 2019. Sur la base de ces estimations, le Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille. Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent pour les bovins un effectif de 10 036 771 têtes, pour les petits ruminants (ovins et caprins) un effectif de 26 859 202 têtes et pour la volaille (poules et pintades) 48 944 800 têtes.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE**

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	Croissance moyenne	
						2015-2019	2018-2019
Production brute totale de céréales	4 189 665	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	4,2%	-4,7%
dont : Production brute de mil	946 184	905 071	928 234	1 189 079	970 176	0,6%	-18,4%
dont : Production brute de sorgho	1 435 640	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 792	6,9%	-3,0%
dont : Production brute de maïs	1 469 612	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	3,9%	0,6%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 138	384 690	325 566	350 392	376 577	3,7%	7,5%



Les résultats définitifs de la campagne agricole 2019/2020 ont marqué le premier trimestre. La production céréalière définitive a été estimée à 4 939 630 tonnes, soit en baisse de 4,7% par rapport à la campagne agricole passée et en hausse de 9,9% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

La production totale des cultures de rente de la campagne agricole 2019/2020 est évaluée à 1 546 771 tonnes. Elle est en hausse respective de 41,0% et de 11,9% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne des cinq dernières années. De même, comparée à la production prévisionnelle d'octobre 2019, cette production est en hausse de 12,4%.

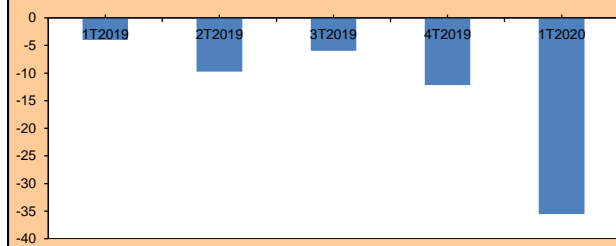
Le bilan céréalière définitif fait ressortir un excédent brut global estimé à 125 233 tonnes, résultant d'un excédent brut de 831 535 tonnes pour les céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) et de déficits bruts respectifs de 461 082 tonnes et 245 220 tonnes pour le riz et le blé.

La production céréalière définitive de la campagne permet de caractériser les provinces selon le taux de couverture des besoins céréalières ainsi qu'il suit :

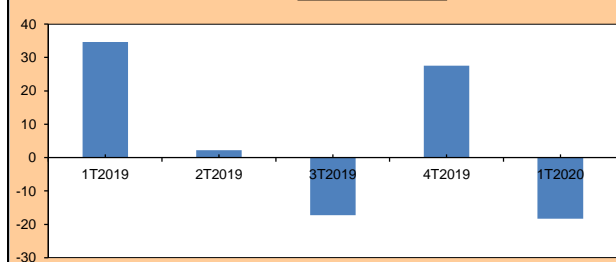
- 18 provinces déficitaires : Kadiogo, Boukiendé, Soum, Sanmatenga, Namentenga, Yatenga, Zondoma, Passoré, Komandjoari, Boulgou, Séno, Oubritenga, Kouritenga, Bam, Kourwéogo, Houet, Bazèga, Ganzourgou ;
- 7 provinces en équilibre : Yagha, Loroum, Gourma, Sanguié, Gnagna, Comoé, Kompienga ;
- 20 provinces excédentaires : Bougouriba, Zoundwéogo, Poni, Oudalan, Nayala, Sourou, Banwa, Koulpélogo, Tapoa, Bale, Ioba, Ziro, Léraba, Nahouri, Noubiel, KénéDougou, Kossi, Sissili, Mouhoun, Tuy.

Le taux de couverture des besoins céréalières au niveau national est de 100%.

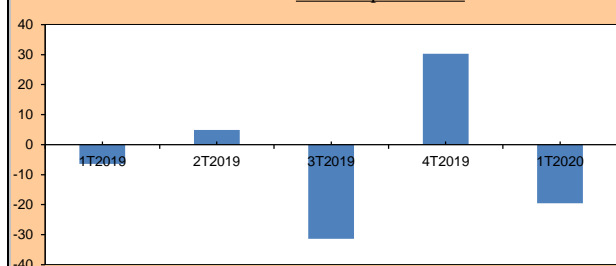


**SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...****... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

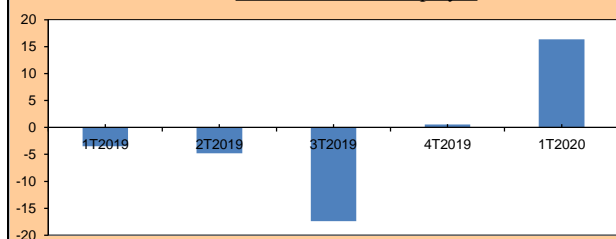
Le climat des affaires poursuit sa détérioration au premier trimestre 2020.

**... sur les recettes****Recettes**

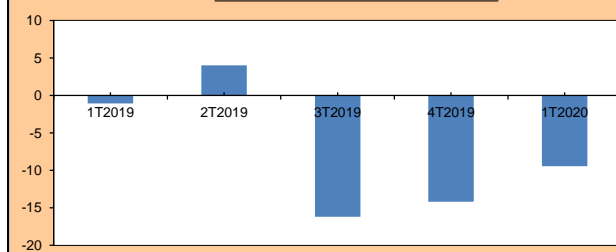
En conséquence au mauvais climat des affaires, la situation des ventes a été défavorable.

**... sur la production****Production**

Au quatrième 2019, la production repart à la hausse. De même, au premier trimestre 2020, la production est ressortie faible par rapport au trimestre précédent.

**... sur les effectifs employés****Effectifs employés**

Malgré cette conjoncture économique morose, les effectifs employés sont en hausse dans son ensemble au cours du trimestre.

**... sur la situation de la trésorerie****Trésorerie des entreprises**

Au premier trimestre 2020, la situation de la trésorerie des entreprises s'est encore plus dégradée.

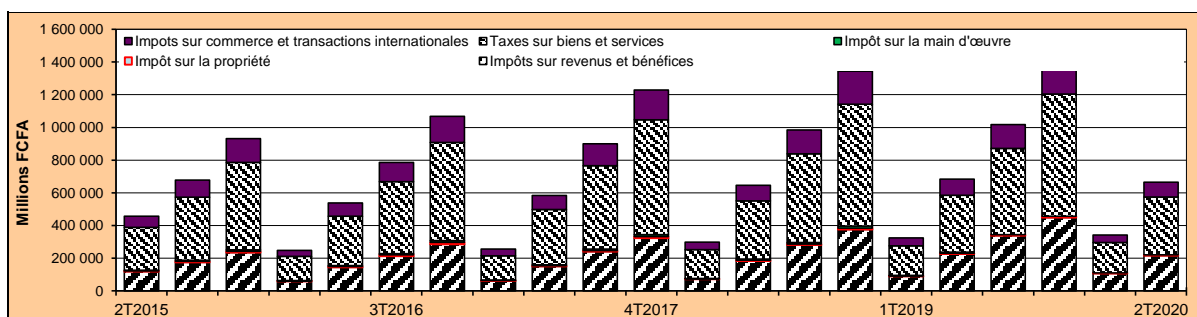
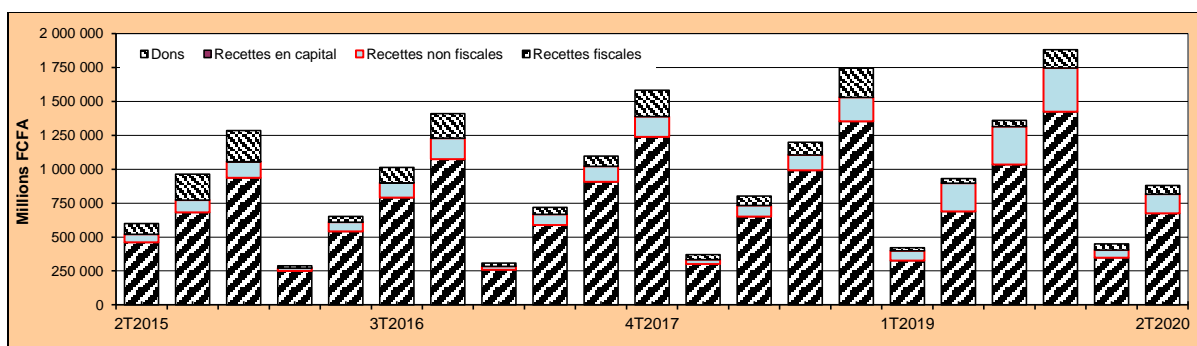
Source : MINEFID / INSD

# Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au premier semestre 2020, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 319,17 milliards de FCFA, contre un déficit de 90,61 milliards de FCFA un an plus tôt.

## RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2020)	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>2 562 273,6</b>	<b>930 812,1</b>	<b>1 360 556,6</b>	<b>1 881 970,0</b>	<b>449 951,9</b>	<b>879 716,0</b>	<b>34,3%</b>	<b>-5,5%</b>
Recettes totales	2 223 736,9	897 909,5	1 314 918,7	1 747 695,2	404 509,7	816 027,4	36,7%	-9,1%
Recettes courantes	1 885 200,3	897 909,5	1 314 918,7	1 747 695,2	404 509,4	816 026,0	43,3%	-9,1%
Recettes fiscales	1 654 215,0	688 397,5	1 035 173,5	1 424 863,9	347 449,2	675 355,0	40,8%	-1,9%
Impôts sur revenu et bénéfices	502 554,0	226 601,0	337 958,8	448 636,9	106 481,0	215 310,9	42,8%	-5,0%
Impôt sur la main d'œuvre	95 261,2	6 450,4	9 777,4	13 220,4	3 836,7	7 136,2	7,5%	10,6%
Taxes sur biens et services	872 903,3	347 285,1	526 903,3	746 847,9	185 470,1	354 085,8	40,6%	2,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	237 435,4	99 436,6	146 169,7	195 885,5	46 440,8	90 414,0	38,1%	-9,1%
Autres recettes fiscales	15 843,2	5 321,2	8 187,5	11 625,0	1 651,2	3 226,4	20,4%	-39,4%
Recettes non fiscales	230 985,3	209 512,0	279 745,2	322 831,3	57 060,2	140 671,0	60,9%	-32,9%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,321	1,456		
<b>Dons</b>	<b>338 536,7</b>	<b>32 902,6</b>	<b>45 637,9</b>	<b>134 274,8</b>	<b>45 442,2</b>	<b>63 688,5</b>	<b>18,8%</b>	<b>93,6%</b>
Projets	262 016,7	26 594,3	32 770,0	45 893,2	45 442,2	61 929,5	23,6%	132,9%
Programmes	76 520,0	6 308,3	12 867,9	88 381,6	0,0	1 759,0	2,3%	-72,1%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de à 879,71 milliards de FCFA au premier semestre 2020 contre un niveau de 930,81 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une régression de 5,5%. Cette contre-performance s'explique principalement par la baisse des recettes propres (-81,88 milliards de FCFA), les dons ayant connu une hausse de 30,79 milliards de FCFA.

Les recettes propres ont connu un repli de 9,1% par rapport à fin juin 2019 pour s'établir à 816,03 milliards de FCFA à fin juin 2020. Cette baisse est principalement liée à un effet de base dû aux recettes des acquisitions de licences de téléphonie mobile.

Les recettes fiscales, au 30 juin 2020, ont baissé de 13,04 milliards de FCFA (-1,9%) par rapport à la même période de 2019 pour se situer à 675,3 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique essentiellement par des diminutions constatées au niveau des « impôts sur revenus et bénéfices » (-11,29 milliards de FCFA) et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (-9,02 milliards de FCFA) compensée par la hausse de la « taxe sur biens et services » (+6,80 milliards de FCFA).

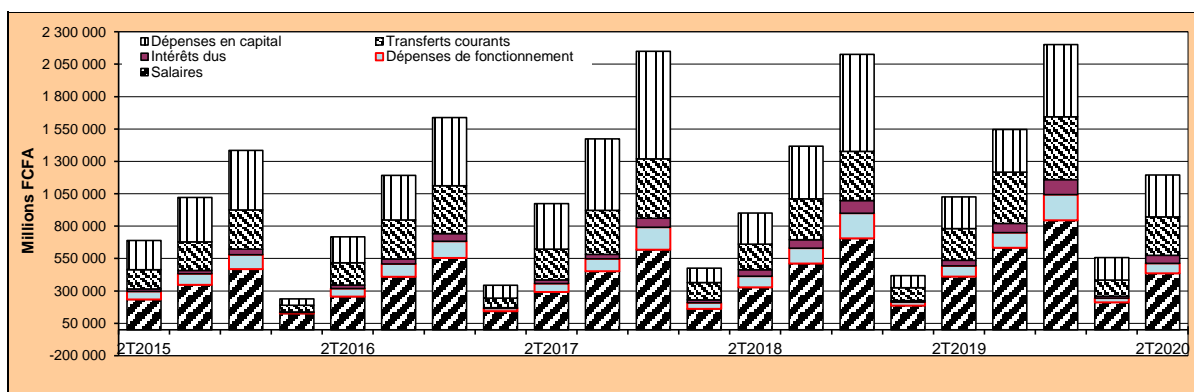
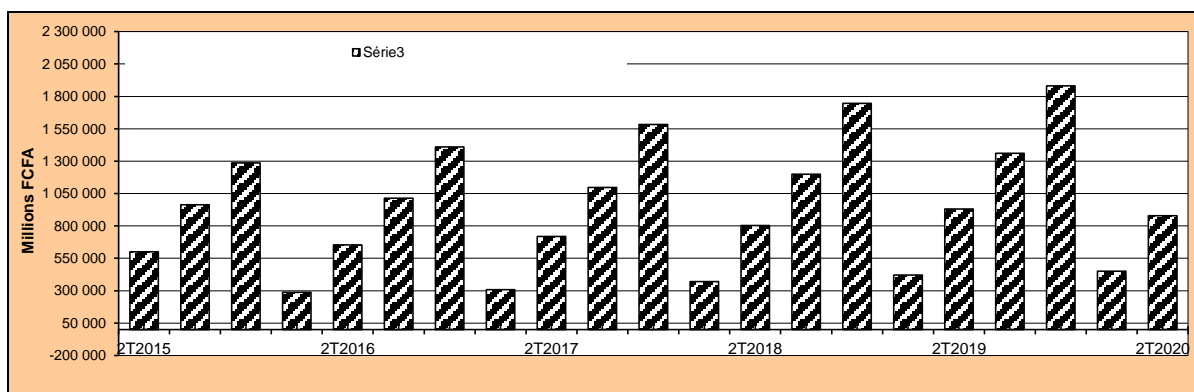
Les recettes non fiscales, qui incluent les recettes liées à l'acquisition des licences de téléphonie mobile, ont connu une baisse importante de 68,84 milliards de FCFA (-32,9%) pour se situer à 140,67 milliards de FCFA à fin juin 2020, après un niveau de 209,51 milliards de FCFA à la même période de 2019. Cette baisse résulte principalement de la baisse des « ventes non industrielles » (-74,84 milliards de FCFA) et de la hausse des « produits financiers » (+7,44 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation est de 63,69 milliards de FCFA au premier semestre 2020 contre une mobilisation de 32,90 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une hausse de 30,79 milliards de FCFA

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2019	2019	2020	2020		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>2 508 876,9</b>	<b>1 021 420,0</b>	<b>1 533 901,3</b>	<b>2 177 424,6</b>	<b>557 382,5</b>	<b>1 198 883,8</b>	<b>47,8%</b>	<b>17,4%</b>
Dépenses	2 518 457	1 025 685,5	1 545 761,8	2 201 274,0	557 326,1	1 195 110,2	47,5%	16,5%
Dépenses courantes	1 621 296	780 701,1	1 217 743,7	1 644 483,1	383 723,6	871 427,2	53,7%	11,6%
Salaires	101 020	410 576,0	632 320,3	844 426,3	211 694,5	435 398,6	431,0%	6,0%
Dépenses de fonctionnement	198 993	82 520,4	117 990,8	198 431,2	32 201,0	77 980,4	39,2%	-5,5%
Intérêts dus	123 380	42 791,6	70 644,4	117 069,3	15 779,1	62 337,6	50,5%	45,7%
Transferts courants	420 923	244 813,0	396 788,2	484 556,3	124 048,9	295 710,6	70,3%	20,8%
Dépenses en capital	897 161	244 984,4	328 018,1	556 790,9	173 602,5	323 683,0	36,1%	32,1%
financées sur ressources propres	500 654	176 816,1	232 856,9	418 987,1	65 746,4	167 582,1	33,5%	-5,2%
Prêts nets	-9 580	-4 265,5	-11 860,5	-23 849,3	56,4	3 773,6	-39,4%	-188,5%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 1 198,88 milliards de FCFA à fin juin 2020 contre 1 021,42 milliards de FCFA à la même période en 2019, enregistrent une hausse de 177,46 milliards de FCFA (+17,4%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+ 90,73 milliards de FCFA) et des dépenses en capital (+ 78,70 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 871,43 milliards de FCFA à fin juin 2020, en accroissement de 90,73 milliards de FCFA (+11,6%) par rapport à fin juin 2019. Cette augmentation est la résultante, d'une part, de la hausse des dépenses de transferts courants (+50,90 milliards de FCFA), des dépenses de personnel (+24,82 milliards de FCFA) et des paiements des charges de la dette (+19,55 milliards de FCFA) et, d'autre part, de la baisse des dépenses de fonctionnement (-4,54 milliards de FCFA)

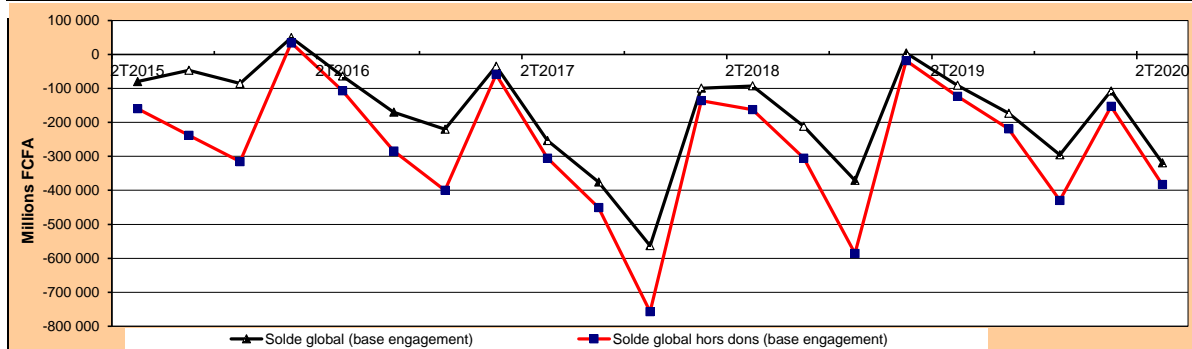
L'accroissement des dépenses de transferts courants est essentiellement dû au transfert effectif des ressources aux collectivités territoriales et au bon niveau d'exécution des subventions aux hydrocarbures (SONABEL et Marqueteurs au titre du gaz butane).

Les dépenses en capital se sont établies à 323,68 milliards de FCFA à fin juin 2020 en accroissement de 78,70 milliards de FCFA (+32,1%) par rapport à la même date en 2019. La hausse s'explique par celle des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures (+87,93 milliards de FCFA), les dépenses d'investissements financées sur ressources propres ayant baissé (-9,23 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2019	2019	2020	2020		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>53 396,7</b>	<b>-90 607,9</b>	<b>-173 344,7</b>	<b>-295 454,7</b>	<b>-107 430,6</b>	<b>-319 167,8</b>	<b>-597,7%</b>	<b>252,3%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-623 676,7	-123 510,5	-218 982,6	-429 729,4	-152 872,8	-382 856,3	61,4%	210,0%
Solde primaire	-113 790,0	-80 719,0	-148 338,2	-312 660,1	-137 093,7	-320 518,7	281,7%	297,1%
Solde de base	-237 170,0	-56 230,0	-125 128,7	-293 232,8	-45 016,6	-227 643,2	96,0%	304,8%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>53 396,7</b>	<b>-106 591,5</b>	<b>-230 504,3</b>	<b>-298 044,1</b>	<b>-136 031,3</b>	<b>-313 613,4</b>	<b>-587,3%</b>	<b>194,2%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-623 676,7	-139 494,1	-276 142,2	-432 318,8	-181 473,6	-377 301,9	60,5%	170,5%

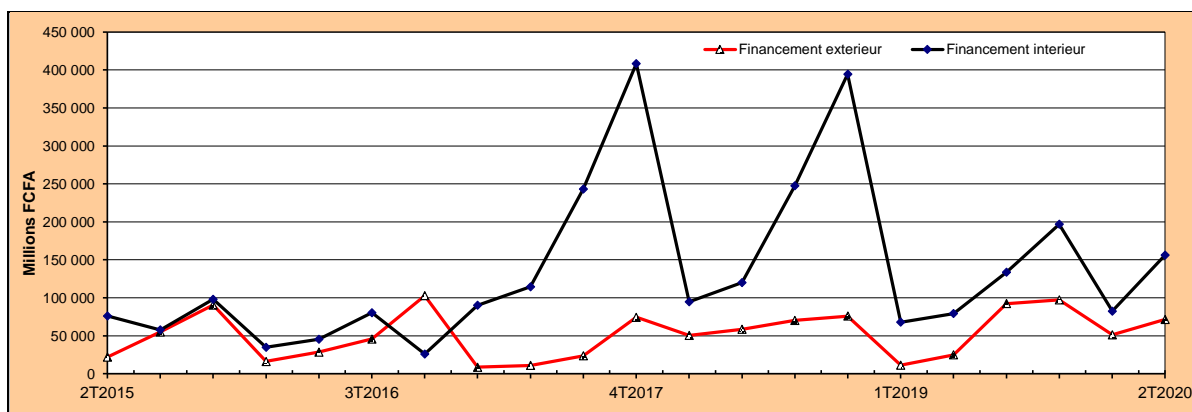


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 319,17 milliards de FCFA à fin juin 2020 contre un déficit de 90,61 milliards de FCFA à la même période de 2019, soit une aggravation de 228,56 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), il s'est creusé à 313,61 milliards de FCFA à fin juin 2020 contre 106,59 milliards de FCFA à fin juin 2019. Il a été couvert par un financement extérieur net de 71,54 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 233,51 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net à fin juin 2020 s'est opéré d'une part, par neuf (09) émissions de bons du Trésor, et sept (07) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 233,16 milliards de FCFA et 306,85 milliards de FCFA et, d'autre part, par des remboursements de 139,93 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 143,67 milliards de FCFA pour les obligations.

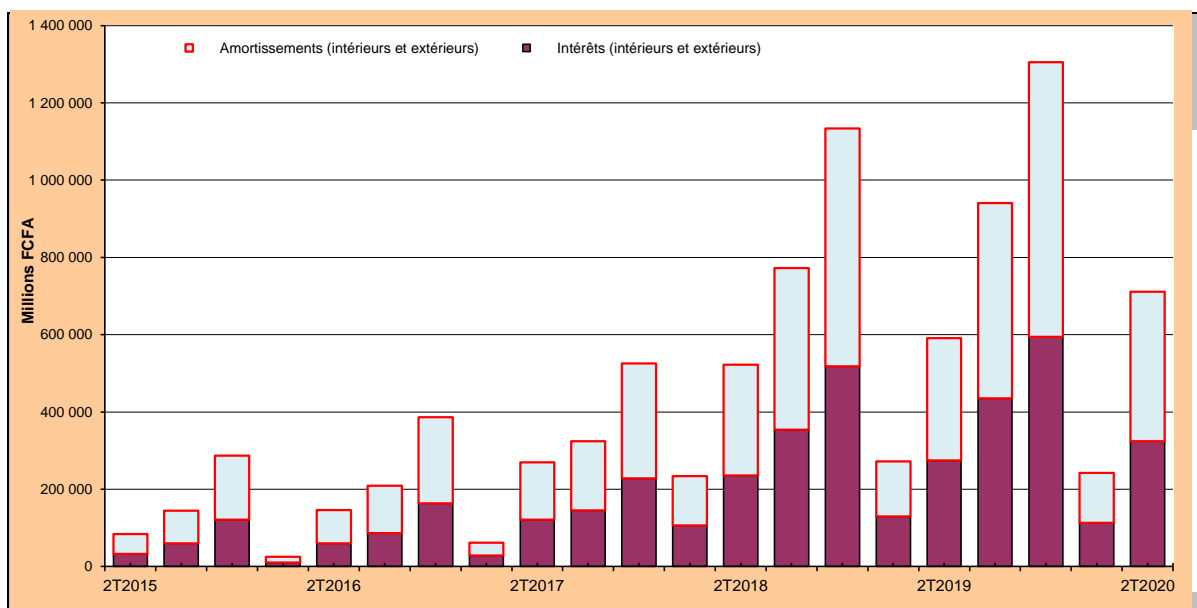
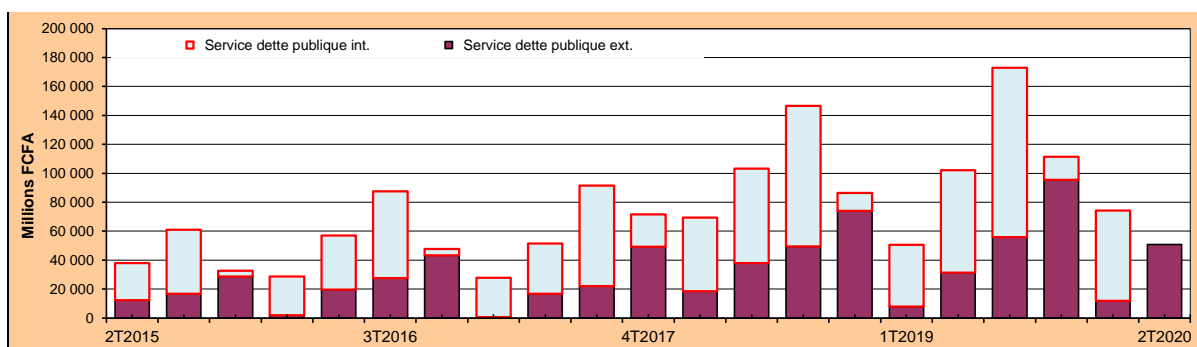
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2019	2019	2019	2020	2020		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>141 624,3</b>	<b>104 189,1</b>	<b>226 052,3</b>	<b>294 085,6</b>	<b>133 459,5</b>	<b>227 817,0</b>	<b>160,9%</b>	<b>118,7%</b>
Financement extérieur	88 515,1	24 889,3	92 360,2	97 154,3	51 175,4	71 539,0	80,8%	187,4%
Décaissements extérieurs	169 070,3	48 720,4	126 579,8	156 099,4	62 413,9	104 512,8	61,8%	114,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	#VALEUR!				
Amortissement de la dette extérieure	-80 555,2	-23 831,1	-34 219,7	-58 945,1	-11 238,5	-32 973,7	40,9%	38,4%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	53 109,3	79 299,8	133 692,1	196 931,3	82 284,1	156 277,9	294,3%	97,1%
Financement bancaire	53 109,3	-48 629,3	-3 621,9	19 829,0	-74 680,2	-70 056,9	-131,9%	44,1%
Secteur non bancaire	0,0	127 929,1	137 314,1	177 102,2	156 964,3	226 334,8		76,9%
Gap de financement	143 515,7	0,0	0,0	0,0	0,0	77 204,6	53,8%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>605 232,0</b>	<b>317 005,3</b>	<b>505 529,7</b>	<b>711 242,6</b>	<b>128 810,4</b>	<b>386 860,5</b>	<b>63,9%</b>	<b>22,0%</b>
Amortissements (int. et ext.)	481 852	274 213,8	434 885,3	594 173,2	113 031,2	324 522,9	67,3%	18,3%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	123 380	42 791,6	70 644,4	117 069,3	15 779,1	62 337,6	50,5%	45,7%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>522 579,0</b>	<b>281 828,7</b>	<b>456 459,8</b>	<b>630 792,4</b>	<b>113 617,4</b>	<b>342 298,2</b>	<b>65,5%</b>	<b>21,5%</b>
Amortissements	430 536	250 382,7	400 665,6	535 228,2	101 792,7	291 549,1	67,7%	16,4%
Intérêts	92 043	31 446,0	55 794,1	95 564,3	11 824,7	50 749,0	55,1%	61,4%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>82 653,1</b>	<b>35 176,6</b>	<b>49 070,0</b>	<b>80 450,2</b>	<b>15 193,0</b>	<b>44 562,4</b>	<b>53,9%</b>	<b>26,7%</b>
Amortissements	51 316	23 831,1	34 219,7	58 945,1	11 238,5	32 973,7	38,4%	38,4%
Intérêts	31 337	11 345,6	14 850,3	21 505,1	3 954,5	11 588,6	37,0%	2,1%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>4,6%</b>	<b>3,8%</b>	<b>5,5%</b>		<b>1,5 points</b>

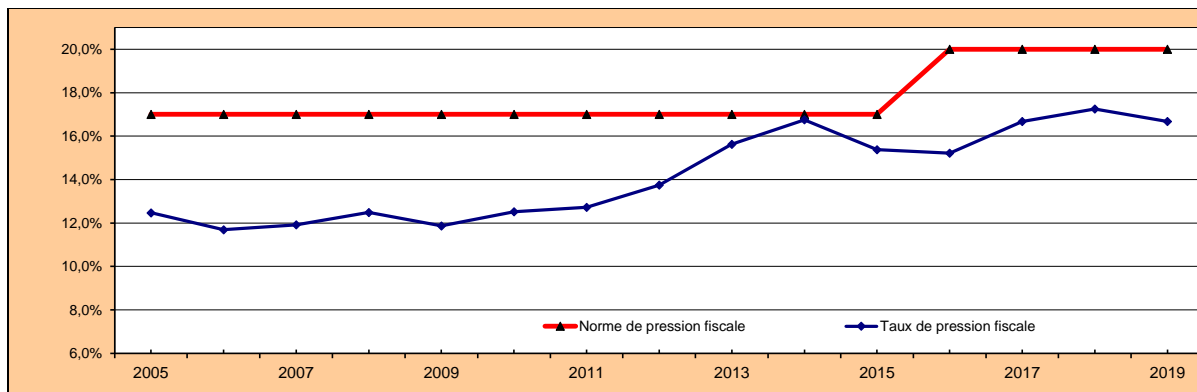


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,5% à fin juin 2020 contre 3,9% à fin juin de l'année dernière, marquant une hausse de 1,5 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	$\geq$	-3%	-1,4%	-3,4%	-7,8%	-4,7%	-3,5%
Taux d'inflation	$\leq$	3%	-5,2%	0,4%	1,5%	2,0%	-3,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	$\leq$	70%	35,5%	38,8%	38,6%	42,9%	43,4%
<b>Critères de 2nd rang</b>							
Masse salariale / Recettes fiscales	$\leq$	35%	50,0%	51,6%	49,9%	52,1%	59,3%
Taux de pression fiscale	$\geq$	20%	15,2%	16,7%	17,3%	17,3%	16,7%



En 2019, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté tous les critères de premiers rang.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2019. Le taux de pression fiscale s'établirait à 17,3% en 2018 et en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

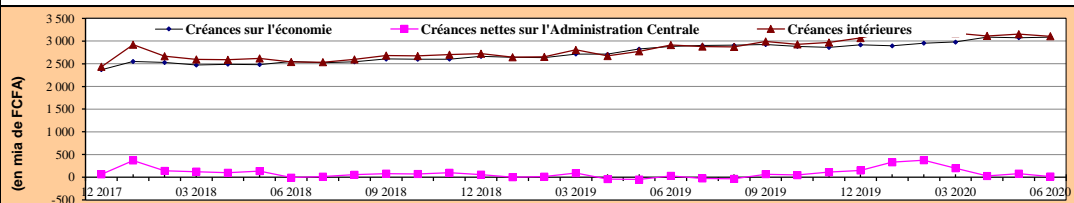
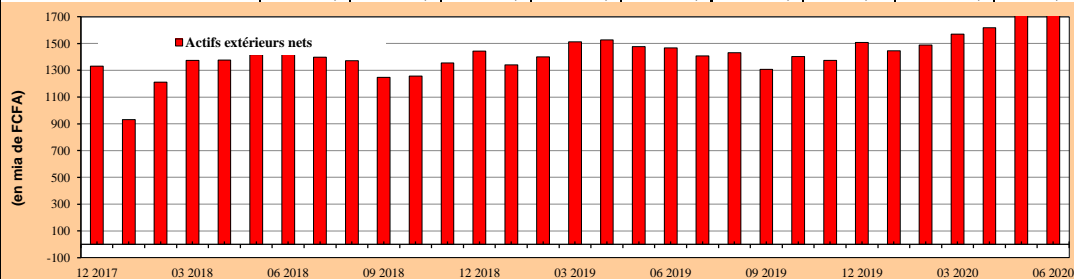
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2019 et fin juin 2020, par une progression de la masse monétaire (+10,4%), en lien avec la hausse des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 30,1% et des créances intérieures (+1,3%). Au cours du semestre, les passifs à caractère non monétaire se sont accrus de 9,8%.

Par rapport à fin juin 2019, la masse monétaire a enregistré une progression de 587,6 milliards de FCFA (+15,1%), imprimée aussi bien par les AEN (+496,1 milliards de FCFA, soit +33,8%) que les créances intérieures (+192,7 milliards de FCFA, soit +6,6%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	4. Trim. 2019	1. Trim. 2020	2. Trim. 2020	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
<b>Circulation fiduciaire</b>	572,0	554,6	655,9	652,3	659,9	7,5	1,2%	87,9	15,4%	
<b>Dépôts transférables</b>	1 779,1	1 651,4	1 828,6	1 876,4	2 104,4	228,0	12,2%	325,3	18,3%	
BCEAO	0,4	0,6	2,2	0,4	3,0	2,6	734,3%	2,6	679,3%	
Banques	195,7	687,8	195,7	939,5	195,7	-743,8	-79,2%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	235,0	235,3	250,2	250,2	250,2	0,0	0,0%	15,2	6,5%	
<b>M1</b>	<b>2 351,0</b>	<b>2 206,0</b>	<b>2 484,5</b>	<b>2 528,7</b>	<b>2 764,3</b>	<b>235,6</b>	<b>9,3%</b>	<b>413,2</b>	<b>17,6%</b>	
<b>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)</b>	<b>1 541,2</b>	<b>1 560,0</b>	<b>1 571,9</b>	<b>1 720,5</b>	<b>1 715,6</b>	<b>-5,0</b>	<b>-0,3%</b>	<b>174,3</b>	<b>11,3%</b>	
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
AID Banques	1 540,9	1 559,7	1 571,6	1 720,2	1 715,2	-5,0	-0,3%	174,3	11,3%	
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>3 892,3</b>	<b>3 766,0</b>	<b>4 056,4</b>	<b>4 249,2</b>	<b>4 479,8</b>	<b>230,6</b>	<b>5,4%</b>	<b>587,6</b>	<b>15,1%</b>	
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>1 466,7</b>	<b>1 306,6</b>	<b>1 508,5</b>	<b>1 571,0</b>	<b>1 962,8</b>	<b>391,8</b>	<b>24,9%</b>	<b>496,1</b>	<b>33,8%</b>	
AEN BCEAO	320,4	161,5	76,7	324,5	301,8	-22,7	-7,0%	-18,5	-5,8%	
AEN Banques	1 146,3	1 145,1	1 431,8	1 246,5	1 661,0	414,5	33,3%	514,7	44,9%	
<b>Créances intérieures</b>	<b>2 914,7</b>	<b>2 992,1</b>	<b>3 068,0</b>	<b>3 176,1</b>	<b>3 107,4</b>	<b>-68,7</b>	<b>-2,2%</b>	<b>192,7</b>	<b>6,6%</b>	
Créances nettes sur l'Admin	29,9	68,0	151,8	198,2	16,7	-181,4	-91,6%	-13,2	-44,1%	
CI BCEAO	-152,7	-70,2	-41,7	-221,5	-263,5	-41,9	18,9%	-110,7	72,5%	
CI Banques	182,6	138,2	193,6	419,7	280,2	-139,5	-33,2%	97,6	53,4%	
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>2 884,7</b>	<b>2 924,1</b>	<b>2 916,2</b>	<b>2 977,9</b>	<b>3 090,6</b>	<b>112,7</b>	<b>3,8%</b>	<b>205,9</b>	<b>7,1%</b>	



Sources : B.C.E.A.O.

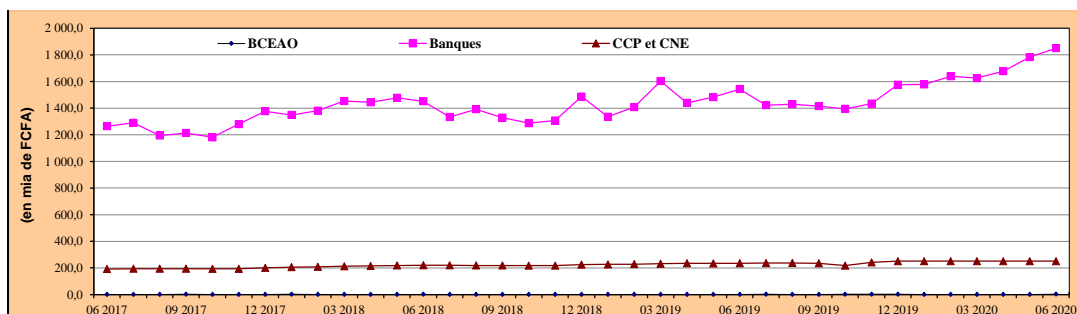
## Actifs extérieurs nets

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 1 962,8 milliards de FCFA à fin juin 2020, en hausse de 30,1% par rapport à fin décembre 2019. Cette progression est imprimée aussi bien par les AEN des Autres Institutions de Dépôts - AID (+229,2 milliards de FCFA, soit +16,0%), que ceux de la Banque Centrale (+225,1 milliards de FCFA, soit +293,4%).

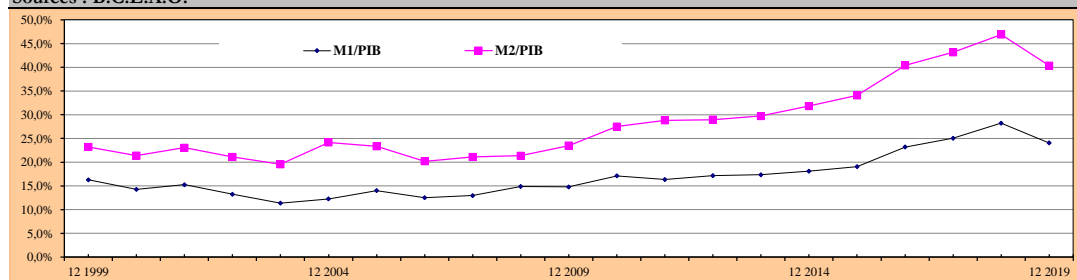
L'accroissement des AEN des AID s'explique par la progression de leurs créances brutes sur les non-résidents (+200,2 milliards de FCFA), notamment les titres publics (+383,0 milliards), accentuée par le repli de leurs engagements extérieurs (-28,9 milliards de FCFA), sous forme notamment de crédits obtenus des institutions non résidentes (-33,7 milliards de FCFA).

S'agissant de la progression des AEN de la Banque Centrale au cours du semestre, elle est la résultante, d'une part, de la hausse de ses créances sur les non-résidents (+267,1 milliards de FCFA, soit +25,9%), sous forme d'avoirs en DTS (+81,4 milliards) et des autres actifs extérieurs (+184,4 milliards), et d'autre part de l'accroissement dans une moindre proportion de ses engagements extérieurs (+42,0 milliards de FCFA, soit +4,4%), sous forme des crédits du FMI (+82,6 milliards), en dépit de la baisse des autres engagements extérieurs (-40,6 milliards de FCFA).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 496,1 milliards de FCFA (+33,8%), imprimé par les AEN des AID (+514,7 milliards de FCFA, soit +44,9%), ceux la BCEAO ayant enregistré une baisse (-18,5 milliards de FCFA, soit -5,8%).



Sources : B.C.E.A.O.



## Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 3 107,4 milliards de FCFA à fin juin 2020 contre 3 068,0 milliards de FCFA à fin décembre 2019, soit une progression de 1,3%, imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 6,0%, les Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) ayant enregistré une contraction de 89,0%.

En effet, les créances du système bancaire sur l'économie se sont élevées à 3 090,6 milliards de FCFA à fin juin 2020, en hausse de 174,5 milliards de FCFA (+6,0%) par rapport à leur niveau de fin décembre 2019. Cette progression en variation semestrielle est imputable notamment à la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+133,1 milliards de FCFA, soit +6,6%) et aux sociétés non-financières publiques (+42,0 milliards de FCFA, soit +19,9%), atténuée par ceux à l'Administration locale (-20,9 milliards de FCFA, soit -99,1%).

Par rapport à fin juin 2019, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 205,9 milliards de FCFA (+7,1%), en lien avec la hausse de 209,2 milliards de FCFA de crédits bancaires, atténuée par le repli de 3,2 milliards de FCFA de l'encours des actions et autres participations.

En se situant à 16,7 milliards à fin juin 2020, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré une contraction de 135,1 milliards de FCFA par rapport à fin 2019, en lien notamment avec le repli des créances nettes de la BCEAO de 221,7 milliards, atténué par la hausse de celles des banques commerciales sur l'Administration Centrale (+86,6 milliards).

La baisse des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale au cours du premier semestre 2020 est imputable notamment à la hausse de ses engagements (+304,5 milliards de FCFA) constitués essentiellement des dépôts de l'Etat, atténuée par l'accroissement de ses créances sous forme notamment de crédits octroyés par le FMI (+82,8 milliards de FCFA) dont +69,3 milliards de FCFA au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) pour faire face aux effets de la pandémie de la Covid-19.



En ce qui concerne la progression en variation semestrielle des créances nettes des AID sur l'Administration Centrale, elle résulte notamment d'une hausse de leurs créances brutes (+209,3 milliards de FCFA, soit +37,6%), sous forme de titres publics détenus sur l'Etat burkinabè (+138,4 milliards de FCFA, soit +25,3%) et de crédits directs au Trésor (+70,9 milliards de FCFA, soit +37,6%), plus importante que celle de leurs engagements sous forme de dépôts effectués par l'Etat (+122,6 milliards de FCFA, soit +33,8%).

En variation annuelle, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré une diminution de 13,2 milliards de FCFA (-44,1%) à fin juin 2020, imprimée par le repli de celles de la BCEAO (-110,7 milliards de FCFA), les créances nettes des AID étant en hausse de 97,6 milliards de FCFA.

#### Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 423,4 milliards de FCFA (+10,4%), en lien notamment avec l'augmentation des dépôts en banque (+419,4 milliards de FCFA, soit +12,3%) et de la circulation fiduciaire (+4,0 milliards de FCFA, soit +0,6%).

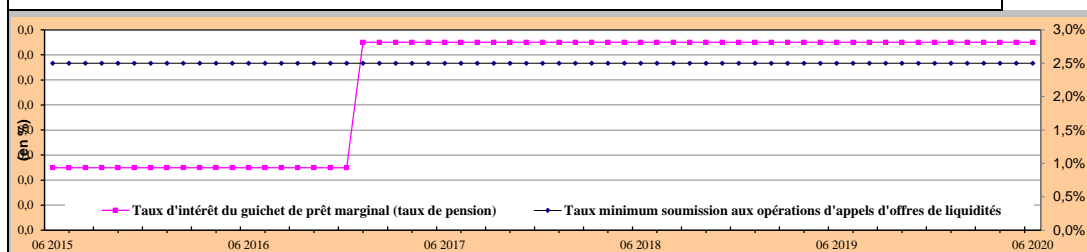
En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré une augmentation de 587,6 milliards de FCFA (+15,1%), sous l'effet de la hausse des dépôts en banque (+499,6 milliards de FCFA, soit +15,0%) et de la circulation fiduciaire (+55,4 milliards de FCFA, soit +9,3%) et des dépôts transférables (+87,9 milliards de FCFA, soit +15,4%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19
				Est.	Est.
M1/PIB	23,2%	25,0%	28,2%	25,6%	24,1%
M2/PIB	40,4%	43,1%	46,9%	43,1%	40,3%

Sources : B.C.E.A.O.

## TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Variation	
	2019	2019	2019	2020	2020	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	144,2	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	26,5%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

### Taux d'intérêt

Au cours du deuxième trimestre 2020, les taux directeurs de la BCEAO ont enregistré une modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est passé de 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013 à 2,00% à partir du 24 juin 2020. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est passé de 4,00%, à compter du 24 juin 2020 (un taux 4,50% était en vigueur depuis le 16 décembre 2016).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 929,1 milliards de FCFA au premier semestre 2020 contre 890,8 milliards de FCFA au premier semestre 2019, enregistrant ainsi une progression de 38,3 milliards de FCFA (+4,3%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 6,7417% contre 7,2197% à la même période en 2019, soit une baisse de 0,48 point de pourcentage sur un an.

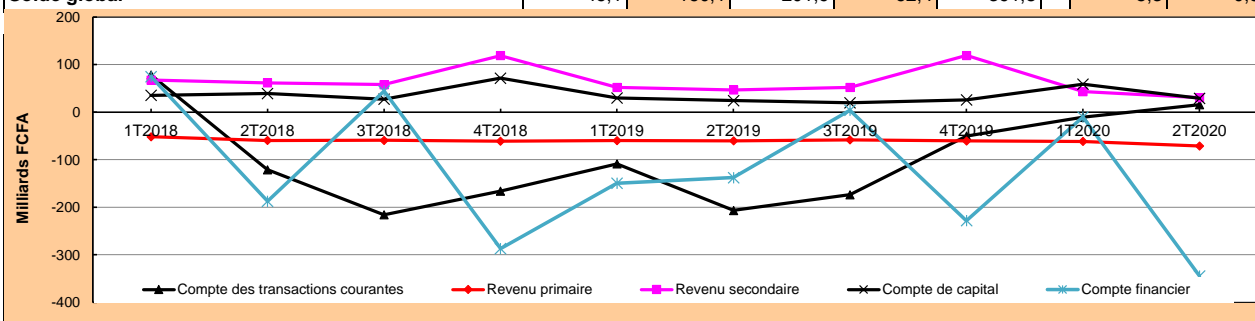
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des six premiers mois de l'année 2020 s'est établi à 1 189,8 milliards de FCFA, après 853,9 milliards de FCFA collectés au premier semestre 2019, soit une progression de 335,9 milliards de FCFA, soit +39,3%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,4293% contre 5,7285% au premier semestre 2019, soit une diminution de 0,30 point de pourcentage.

# Secteur extérieur

## BALANCE DES PAIEMENTS

Au deuxième trimestre de l'année 2020, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global excédentaire de 391,8 milliards, après un excédent de 62,4 milliards au premier trimestre 2020 et un déficit de 46,1 milliards au même trimestre de l'année précédente. La progression de l'excédent global en variation trimestrielle (+329,4 milliards) est attribuable au compte financier et à celui des biens et services.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
<b>Compte des transactions courantes</b>	-206,7	-173,6	-50,2	-10,8	15,9	-2,5	-1,3
<b>Biens et services</b>	-193,3	-167,5	-109,1	7,2	56,2	6,8	-1,5
<b>Biens</b>	-57,4	-39,6	25,7	132,0	164,0	0,2	5,4
<b>Services</b>	-135,9	-127,9	-134,8	-124,9	-107,8	-0,1	-0,2
<b>Revenu primaire</b>	-60,3	-58,3	-60,4	-61,4	-71,0	0,2	0,2
– Intérêt sur dette publique	-13,9	-12,3	-9,8	-6,8	-21,5	2,1	1,2
<b>Revenu secondaire</b>	46,9	52,2	119,3	43,4	30,7	-0,3	-0,7
Administrations publiques	8,1	15,3	83,4	8,3	10,6	0,3	-0,9
Autres secteurs	38,8	36,9	35,9	35,1	20,1	-0,4	-0,4
– Envois de fonds des travailleurs	39,2	39,7	33,9	35,9	20,3	-0,4	-0,4
<b>Compte de capital</b>	24,3	19,7	25,8	59,0	29,3	-0,5	0,1
Transferts de capital	24,3	19,6	25,7	59,0	29,2	-0,5	0,1
Administration publique	10,0	6,2	13,1	45,4	16,5	-0,6	0,3
Autre secteurs	14,3	13,5	12,6	13,5	12,7	-0,1	0,0
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)</b>	-182,4	-154,0	-24,5	48,2	45,2	-0,1	-2,8
<b>Compte financier</b>	-137,8	3,9	-228,1	-10,2	-344,5	32,8	0,5
<b>Investissement direct</b>	-27,9	-28,0	-28,2	-26,3	-27,5	0,0	0,0
Titres de participation	-25,0	-25,2	-25,3	-20,0	-19,5	0,0	-0,2
Instruments de dettes	-2,9	-2,8	-2,8	-6,3	-8,0	0,3	1,8
<b>Investissements de portefeuille</b>	-23,7	-23,7	-23,7	-25,2	-26,4	0,0	0,1
Titres de participation	-1,4	-1,4	-1,4	-1,5	-0,6	-0,6	-0,6
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-22,3	-22,4	-22,4	-23,7	-25,9	0,1	0,2
<b>Autres investissements</b>	-86,2	55,6	-176,2	41,2	-290,7	-8,0	0,6
Administrations publiques	-69,6	-155,8	-49,1	-141,9	-94,5	-0,3	0,9
<b>Solde global</b>	-46,1	-160,1	201,9	62,4	391,8	5,3	0,9



### Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré de 26,8 milliards au deuxième trimestre 2020, en ressortant en excédent de 15,9 milliards, après un déficit de 10,8 milliards au premier trimestre 2020. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'amélioration du solde des biens et des services, en dépit de la détérioration des comptes de revenu secondaire et de revenu primaire au cours de la période sous revue.

Par rapport au deuxième trimestre de l'année 2019 où il avait été observé un déficit courant de 206,7 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 222,7 milliards, imprimée notamment par le compte des biens et services.

La balance des biens s'est améliorée de 32,0 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 132,0 milliards au premier trimestre 2020 à un excédent de 164,0 milliards au deuxième trimestre 2020. Cette évolution résulte d'une progression des exportations (+15,3 milliards, soit +2,4%) et d'un repli des importations (-16,7 milliards, soit -3,3%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est amélioré de 221,4 milliards (+385,9%) au deuxième trimestre 2020. Cette variation est en lien avec la progression des exportations (+173,9 milliards, soit +36,8%), accentuée par le repli des importations (-47,5 milliards, soit -9,0%).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 134,0% au deuxième trimestre 2020 contre 126,5% au premier trimestre 2020 et 89,2% au deuxième trimestre de 2019.

Le déficit structurel de la balance des services s'est atténué de 17,1 milliards, passant de 124,9 milliards au premier trimestre 2020 à 107,8 milliards au deuxième trimestre 2020. Cette évolution favorable s'explique par la baisse des importations de services de fret, en relation avec la diminution des importations de marchandises (-3,3%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est également atténué (-28,2 milliards).

**Le compte du revenu primaire** s'est soldé par des sorties nettes de ressources de 71,0 milliards au deuxième trimestre 2020, après des sorties nettes de 61,4 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 9,6 milliards, imprimée par l'accroissement des paiements au titre des intérêts de la dette extérieure publique de 14,6 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est accentué de 10,7 milliards.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est réduit de 12,7 milliards, en ressortant à 30,7 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 43,4 milliards au premier trimestre de 2020. Cette évolution s'explique principalement par le repli des envois de fonds des travailleurs (-15,5 milliards), atténué par la hausse des aides budgétaires (+1,8 milliard). En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est détérioré de 16,1 milliards, en raison de la diminution des envois de fonds des travailleurs (-18,9 milliards), atténuée par la hausse des aides budgétaires (+1,8 milliard).

**Le compte de capital** s'est soldé par un excédent de 29,3 milliards, après une réalisation de 59,0 milliards au premier trimestre 2020, soit une détérioration de 29,7 milliards, principalement sous l'effet de la contraction des transferts en capital au profit de l'Administration publique (-29,0 milliards). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 45,4 milliards au cours du premier trimestre 2020, contre 45,4 milliards au cours du premier trimestre 2020. Par rapport au niveau de 10,0 milliards mobilisés au deuxième trimestre de 2019, les dons projets au profit de l'Administration publique ont enregistré un accroissement de 6,5 milliards, entraînant une amélioration du compte de capital de 4,9 milliards.

De l'évolution des comptes de transactions courantes et du compte de capital, il résulte **une capacité de financement** de l'économie burkinabè d'un montant de 45,2 milliards contre une capacité de financement de 48,2 milliards au trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2019, un besoin de financement de 182,4 milliards avait été enregistré.

**Le compte financier** a enregistré des entrées nettes de capitaux de 344,5 milliards, après des entrées nettes de 10,2 milliards au premier trimestre 2020, soit un afflux de 217,9 milliards. Cette évolution du compte financier est imprimée par les autres investissements au titre desquels les entrées nettes de capitaux ont augmenté de 217,4 milliards. Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) et des investissements de portefeuille sont restées quasi-stables.

En variation annuelle, le compte financier a enregistré un accroissement des entrées de capitaux de 139,2 milliards par rapport aux 137,8 milliards d'entrées enregistrées au deuxième trimestre 2019.

#### **Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso**

A fin juin 2020, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 2.754,4 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.575,5 milliards et 2.721,2 milliards, respectivement à fin juin 2019 et fin mars 2020. Cette détérioration en variation trimestrielle de la position débitrice de 33,1 milliards est consécutive à une hausse du stock de passifs financiers (+517,6 milliards) plus importante que celle du stock d'actifs financiers (+484,5 milliards).

**Sources : B.C.E.A.O.**

## COMMERCE EXTERIEUR

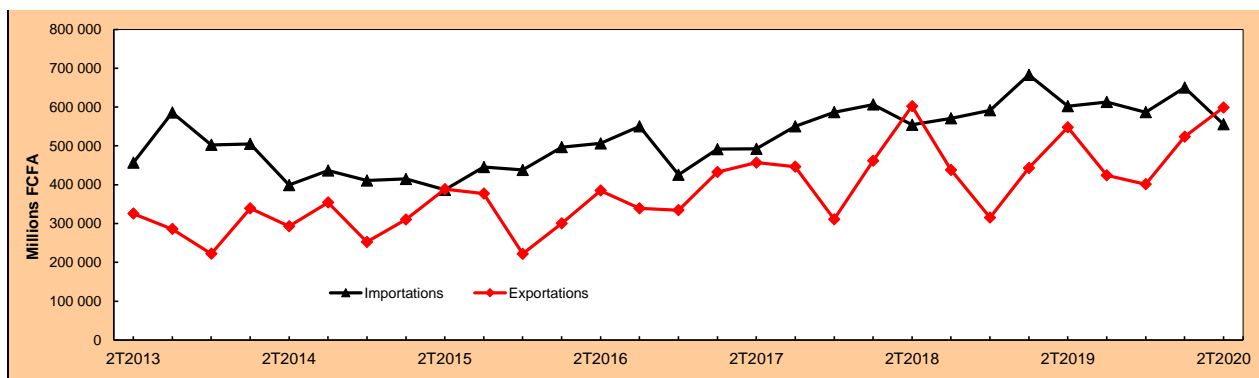
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>613 072,1</b>	<b>586 957,8</b>	<b>650 373,2</b>	<b>615 607,4</b>	<b>555 719,7</b>	<b>-9,7%</b>	<b>-9,4%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 964,7	6 288,9	6 243,3	6 693,0	7 034,0	5,1%	1,0%
Produits du règne végétal	35 680,4	27 434,7	33 394,3	29 849,1	27 001,7	-9,5%	-24,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 204,9	3 092,8	2 484,9	3 500,5	5 274,3	50,7%	64,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	31 764,0	21 880,0	24 794,5	21 754,8	29 624,9	36,2%	-6,7%
Produits minéraux	188 606,2	192 090,3	196 737,7	212 590,7	160 971,8	-24,3%	-14,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	71 514,8	62 523,9	65 798,1	79 980,9	80 176,4	0,2%	12,1%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	21 274,0	20 075,4	23 709,0	20 267,9	21 279,2	5,0%	0,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	316,3	490,7	393,8	524,6	600,4	14,4%	89,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 260,8	844,1	998,1	1 046,0	1 370,5	31,0%	8,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 408,3	8 352,0	6 978,6	6 533,0	7 198,9	10,2%	-2,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	18 854,0	9 324,7	9 535,4	9 503,9	12 934,9	36,1%	-31,4%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 473,3	1 127,0	1 454,5	1 766,8	754,1	-57,3%	-48,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 984,7	6 439,3	5 400,5	6 101,7	6 534,6	7,1%	31,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	64,6	70,4	21,1	21,3	40,8	91,8%	-36,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	49 847,9	38 746,6	36 976,6	34 773,2	37 935,6	9,1%	-23,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	111 750,2	89 570,9	151 688,3	118 707,6	92 161,8	-22,4%	-17,5%
Matériel de transport	46 920,5	87 611,3	70 452,1	50 375,1	46 958,1	-6,8%	0,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	6 414,7	5 630,8	7 145,0	6 323,6	12 471,1	97,2%	94,4%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	430,8	181,9	340,4	707,0	396,2	-44,0%	-8,0%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 9,7% ramenant le niveau des importations de 615,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2020 à 555,7 milliards de FCFA au deuxième trimestre. Cette évolution s'explique principalement la baisse des importations des produits minéraux (-24,3%) des "Machines et appareils, mat. électrique" et leurs parties (-22,4%) contre balancé par une forte hausse de l'importation des "Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools" (36,2%) et des "Matières textiles et ouvrages en ces matières" (36,1%).

Comparativement au même trimestre de 2019 une baisse de 9,4% des importations a été observée.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>424 111,4</b>	<b>401 268,0</b>	<b>523 736,7</b>	<b>577 727,7</b>	<b>598 629,7</b>	<b>3,6%</b>	<b>41,1%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	136,8	111,6	192,6	107,9	112,9	4,6%	-17,5%
Produits du règne végétal	40 788,1	31 399,2	32 967,3	51 246,2	40 008,2	-21,9%	-1,9%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	3 408,3	18 227,2	27 262,6	32 199,5	9 053,8	-71,9%	165,6%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 267,0	4 596,2	5 173,4	6 298,6	5 349,1	-15,1%	1,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	3 424,2	1 378,9	1 336,8	3 257,3	2 584,7	-20,6%	-24,5%
Produits minéraux	2 110,5	1 216,9	1 625,2	17 642,9	17 508,2	-0,8%	729,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	2 052,8	1 627,4	1 727,9	1 484,9	1 399,3	-5,8%	-31,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	254,9	79,4	1 661,2	194,6	206,6	6,2%	-18,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,7	2,0	75,8	23,1	1,4	-94,0%	91,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	2,3	1,4	18,2	10,1	9,3	-8,2%	309,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	35,6	56,9	8,7	1,4	86,2	5939,4%	142,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	25 210,0	968,9	65 340,7	86 125,2	37 905,6	-56,0%	50,4%
dont coton fibre	24 611,5	424,6	64 665,5	85 200,9	37 178,6	-56,4%	51,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1,5	0,5	16,1	1,8	0,5	-72,6%	-66,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	11,6	29,7	56,6	7,5	7,7	2,0%	-33,7%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	308 243,1	331 632,9	367 489,1	400 230,5	482 632,9	20,6%	56,6%
dont or	307 880,3	331 231,0	366 947,7	399 511,6	481 870,3	20,6%	56,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	28 335,7	22 251,6	21 848,0	3 023,7	3 159,6	4,5%	-88,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	5 585,0	3 678,5	5 596,4	5 398,5	4 855,0	-10,1%	-13,1%
Matériel de transport	2 005,3	1 179,2	18 005,7	2 038,5	2 431,0	19,3%	21,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	61,4	129,7	314,6	308,7	66,2	-78,5%	7,8%
Marchandises et produits divers	512,1	591,8	212,5	206,7	281,9	36,4%	-45,0%

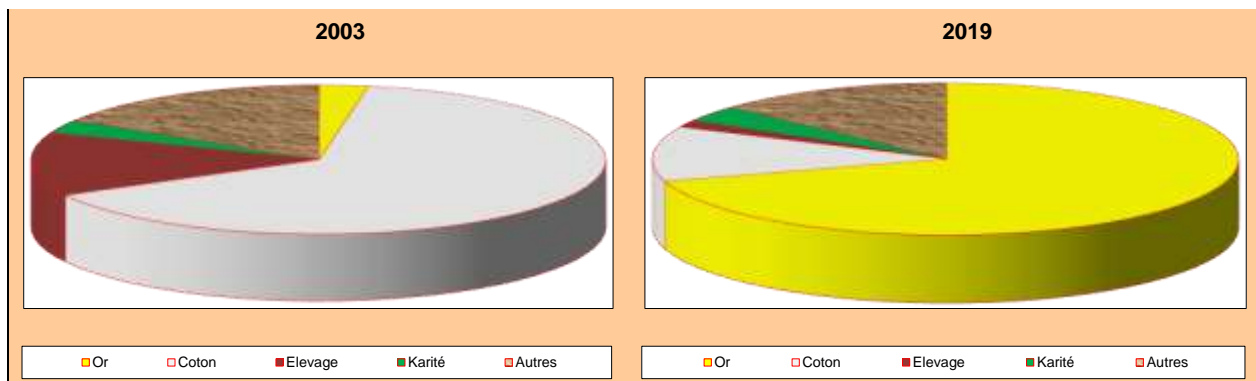


Au deuxième trimestre 2020, les exportations enregistrent une hausse de 3,6% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 577,7 milliards FCFA au premier trimestre 2020 à 598,6 milliards FCFA au deuxième trimestre. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire (+20,6%) ressortit à 481,9 milliards. En effet, la baisse des exportations de coton fibre de 48,0 milliards de FCFA n'a pas pu avoir des effets significatifs sur la hausse des exportations de l'or non monétaire (82,4 milliards de FCFA).

En glissement annuel, il est observé une forte hausse de 41,1%, soit 174,5 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2019. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire et de coton.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2003	2016	2017	2018	2019
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	65,1%	67,7%	68,0%	70,2%
Part du coton dans total	64,4%	11,8%	13,4%	11,4%	11,7%
Part des produits de l'élevage dans total	13,7%	1,9%	1,7%	1,5%	1,5%
Part du karité dans total	3,0%	1,8%	3,5%	3,2%	3,5%
Part des autres produits dans total	16,2%	19,4%	13,7%	16,0%	13,1%

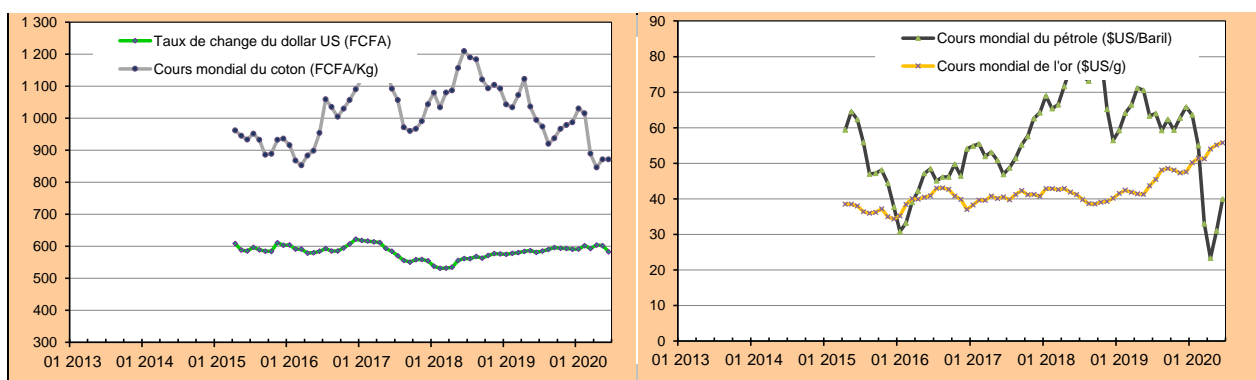


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,2% de la part des exportations en 2019. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 47,9 tonnes en 2019.

Source : MINEFID / INSD

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2019	2019	2019	2020	2020	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	583,7	590,1	592,3	595,2	596,2	0,2%	2,1%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	68,3	61,9	62,7	50,5	31,4	-37,8%	-54,0%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 800,7	1 599,3	1 650,3	1 643,5	1 447,8	-11,9%	-19,6%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	42,1	47,4	47,7	50,9	55,0	7,9%	30,6%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	39,9	36,5	37,1	30,1	18,7	-37,9%	-53,2%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 051,1	943,7	977,5	978,3	862,8	-11,8%	-17,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	24,6	28,0	28,2	30,3	32,8	8,1%	33,4%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,026	0,026	0,026	0,035	0,048	39,2%	82,2%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, le **dollar américain maintient sa tendance en rythme trimestriel entamé depuis le premier trimestre 2018 vis à vis du FCFA** avec une hausse de 0,2% de sa valeur au deuxième trimestre de l'année 2020. Toutefois, une baisse mensuelle est constatée à la fin de ce trimestre et s'expliquerait par le plan d'achat de dette sur les marchés de la BCE (de 600 euros à 1 350 euros), toute chose permettant la valorisation de l'euro à travers la baisse des coûts de financement. En moyenne, le dollar s'est échangé à 596,2 FCFA au deuxième trimestre 2020 contre 595,3 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 2,1% ce trimestre comparativement au deuxième trimestre de 2019.

**- Prix des produits exportés :**

**Poursuite du déclin du cours du coton sur les marchés mondiaux.** Il est en baisse de 11,9% au deuxième trimestre 2020 en revenant à 1447,8 dollars la tonne contre 1643,5 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a aussi diminué de 19,6% dû à l'effet cumulé de la tendance baissière entamée depuis le deuxième trimestre 2018. En outre, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 962,8 FCFA le kilogramme, contre 978,3 FCFA au premier trimestre 2020, soit une baisse de 11,8% et un glissement annuel de -17,9%.

**Rafermissement de la hausse du cours de l'or entamée depuis sept trimestres.** Le cours du métal jaune a été caractérisé par la poursuite de son regain au deuxième trimestre 2020 avec une hausse de 7,9% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 55,0 dollars le gramme contre 50,9 dollars au premier trimestre 2020. Sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse nettement le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 30,6% au deuxième trimestre 2020. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 32 780 francs le gramme, en augmentation de 8,1% en rythme trimestriel et de 33,4% en glissement annuel. Le cours de l'once d'or demeure fortement influencé par le haut niveau d'incertitudes engendrées notamment par la crise sanitaire de la COVID-19.

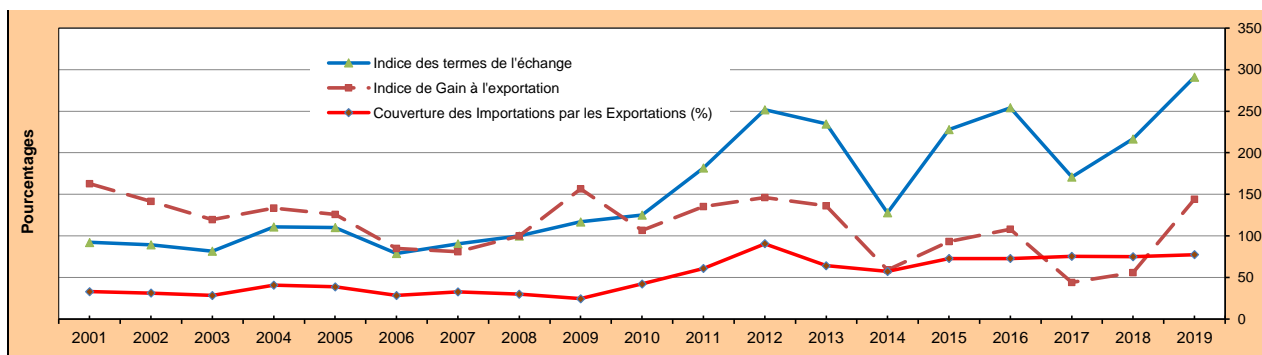
**- Prix des produits importés :**

**Sur le marché du pétrole, le deuxième trimestre 2020 a connu la poursuite de la chute des cours.** Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 31,4 dollars au deuxième trimestre 2020 contre 50,5 dollars le trimestre précédent, correspondant à une chute de 37,8%, notamment au mois d'avril où le cours moyen est descendu à 23,3 dollars. De même, en glissement annuel, il a enregistré une contraction de 54,0% au deuxième trimestre 2020. Exprimé en franc FCFA, il est aussi en baisse de 37,9% en rythme trimestriel et de 53,2% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole a été principalement influencée par la reprise des activités suite aux mesures d'allègement progressif du confinement des populations à travers le monde en début mai 2020.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	Var. 2019	
						Var./2018	Var./2017
Indice prix à l'exportation	231,2	160,7	178,3	150,9	247,1	63,7%	38,6%
Indice prix à l'importation	90,9	94,0	82,3	79,3	84,9	7,1%	3,1%
Indice des termes de l'échange	254,2	170,9	216,6	190,4	291,1	52,9%	34,4%
Indice de gain à l'exportation	108,0	44,1	55,8	38,2	144,2	277,1%	158,5%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	72,9	75,6	74,9	74,9	77,4	3,3%	3,3%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013. En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 76,1% en 2016 et 74,9% en 2017 et 2018. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD



## Définitions et abréviations

BCEAO :	<i>Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest</i>
DGEP :	<i>Direction Générale de l'Economie et de la Planification</i>
DGESS :	<i>Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles</i>
DGTCP :	<i>Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique</i>
ENEC :	<i>Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel</i>
Est. :	<i>Estimation</i>
IHPC :	<i>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</i>
INSD :	<i>Institut National de la Statistique et de la Démographie</i>
MAAH :	<i>Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques</i>
MINEFID :	<i>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement</i>
MRAH :	<i>Ministère des Ressources Animales et Halieutiques</i>
Prov. :	<i>Données provisoires</i>
SONAGESS :	<i>SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire</i>
TOFE :	<i>Tableau des Opérations Financières de l'Etat</i>
UEMOA :	<i>Union Economique et Monétaire Ouest Africaine</i>

### ***Elevage:***

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### ***Monnaie:***

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### ***Commerce extérieur:***

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

### ***Soldes d'opinions:***

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

### ***Moyenne quinquennale:***

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre  $i$  est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres  $i$  des années considérées. Ainsi pour une année  $n$ , le taux de croissance du trimestre  $i$  par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où  $X_{n,i}$  représente la valeur de X au trimestre  $i$  de l'année  $n$ .

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>GUIGMA, Alidou</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave</b>	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>TOUGMA, Jean Gabriel</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP